

**COMITÉ RÉGIONAL DE L'AFRIQUE**

**ORIGINAL : FRANÇAIS**

Soixante-troisième session  
Brazzaville, République du Congo, 2–6 septembre 2013

**ALLOCUTION DE MONSIEUR LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DE LA  
POPULATION À L'OCCASION DE L'OUVERTURE DE LA 63<sup>ÈME</sup> SESSION DU  
COMITÉ RÉGIONAL DE L'OMS POUR L'AFRIQUE**

- Monsieur le Ministre d'État, Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale, Représentant le Président de la République du Congo, son Excellence Monsieur Denis SASSOUNGUSSO;
- Monsieur le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération;
- Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement;
- Mesdames et Messieurs les Ministres de la Santé des États Membres de la zone AFRO de l'OMS et chers collègues;
- Madame Margaret Chan, Directrice Générale de l'OMS;
- Monsieur Luis Gomes SAMBO, Directeur régional de l'OMS/Afrique
- Mesdames et Messieurs les délégués;
- Mesdames et Messieurs;
- Distingués invités.

Au moment où se tient à Brazzaville, la 63<sup>ème</sup> session du Comité régional de l'OMS AFRO, la plupart des pays du continent africain se caractérisent par la forte prévalence des maladies transmissibles et non transmissibles, la forte pénurie du personnel médical qualifié, les inégalités d'accès aux services de santé, la malnutrition, une faible espérance de vie, le sous-financement et le sous-équipement des services de santé.

Mesdames et Messieurs;

Dans les plupart des pays du continent africain, l'exode des compétences dans le secteur médical persiste. Le déficit des ressources humaines qualifiées est une problématique préoccupante dans le secteur de la santé. L'insuffisance du système d'assainissement et l'insalubrité sont les facteurs principaux de propagation de maladies. Les indicateurs de santé n'incitent guère à l'optimisme. Les systèmes de santé restent déficients, malgré les proclamations et les efforts visant à améliorer les prestations de santé. La production des ressources humaines de qualité, la construction et l'équipement des infrastructures de bonne facture sont inférieurs à la légitime demande sans cesse croissante des populations.

Mesdames et Messieurs,

Des progrès sensibles ont été certes réalisés dans la Région Afrique dans le cadre de la lutte contre le paludisme, la tuberculose et le VIH/sida. Mais, des efforts substantiels demeurent nécessaires à cause de la faiblesse de nos systèmes de santé.

La pandémie du VIH/sida par exemple semble se féminiser avec un risque pendant, lié à la transmission de l'infection de la mère à l'enfant sur un fond de violences qui contribuent à fragiliser celles qui donnent la vie. En plus de ce risque, les femmes sont encore victimes des décès pendant l'accouchement.

Dans la moitié des pays du continent africain, plus de 80 % des cas de paludisme sont encore traités sans test préalable.

Ce tableau qui se révèle globalement sombre, impose de plus en plus aux États Membres de l'OMS Afrique de conjuguer leurs efforts pour converger vers un même but. À ce titre, l'OMS AFRO a donc un rôle éminemment important à jouer. Comme chacun le sait, dans le secteur de la santé, l'interdépendance est désormais un fait implacable. Une épidémie mal gérée par un État constitue un danger pour les autres États.

La nécessité pour tous les pays membres de l'OMS/AFRO de se mettre ensemble pour changer radicalement les choses, faire en sorte que les services de santé répondent effectivement, de façon durable au besoin des populations d'accéder à des médicaments et services de santé de meilleure qualité, demeure une exigence de développement, une exigence de l'émergence de l'Afrique.

Des efforts plus grands doivent être accomplis pour faire de la santé un véritable moteur de la croissance économique.

Comme le dit le docteur Luis Gomes SAMBO, Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique : «le pari pour les gouvernements africains et leurs partenaires consiste à mieux coordonner la prestation des soins et faire en sorte que les fonds destinés à la santé soient utilisés de façon responsable au profit des Africains».

Pour ce faire, les pays membres de l'OMS/AFRO doivent mutualiser leurs moyens et énergies pour relever au moins quatre défis essentiels.

**Le premier consiste à mettre en œuvre des politiques globales**, permettant de promouvoir un environnement favorable à la santé. Il s'agit donc d'un environnement plus sain permettant d'éviter chaque année des décès qui se chiffrent en millions en Afrique parmi lesquels de nombreux enfants. Ces chiffres dramatiques illustrent bien l'existence d'un lien direct entre santé et environnement.

**Le deuxième défi est justement, celui de la sécurité sanitaire.** Dans ce cadre, il s'agit de favoriser l'implantation de instituts de recherches biomédicales au niveau national, sous régional

et régional, afin de mieux assurer la surveillance sentinelle de certaines maladies à potentialités épidémiques.

La circulation des faux médicaments, des produits contrefaits ou périmés nécessite le renforcement des actions transfrontalières, ainsi que l'installation des laboratoires de contrôle de qualité qui doivent accompagner l'importation et la production locale des médicaments génériques.

**Le troisième défi à relever est celui relatif au renforcement des systèmes de santé au sein des États.** Cette ambition vise à la fois la résolution du déficit en ressources humaines qui caractérise les hôpitaux des pays membres de l'OMS AFRO et la généralisation de la couverture sanitaire universelle dans la Région africaine.

En effet, la couverture maladie obligatoire consolide les systèmes de santé et garantit l'accès de tous aux soins de santé complets et de qualité.

Enfin, **le quatrième défi est celui de l'accès aux médicaments** de qualité à moindre coût. Il est de notoriété publique que, l'accès aux médicaments est un des domaines dans lesquels l'aide seule ne suffit plus.

Ce défi poserait beaucoup de problèmes si les acquis issus de l'appui de l'OMS et des autres partenaires étaient aliénés sous le prétexte dubitatif de l'augmentation du PIB de certains pays ainsi que de la réduction de l'appui apportés aux bureaux pays de l'OMS.

Monsieur le Ministre d'État;

Mesdames et Messieurs.

L'OMS dont la vocation est d'amener tous les peuples au niveau de santé le plus élevé, ne peut atteindre ce noble objectif sans une réelle prise de conscience des États bénéficiaires de ses services.

C'est pourquoi nos débats que je souhaite francs, sincères et constructifs doivent se tenir dans un climat de fraternité et nous permettre de répondre aux besoins sanitaires de populations d'Afrique par des politiques plus efficaces et plus audacieuses.

Dans moins de 900 jours, nous allons évaluer nos performances et nos contre performances dans le cadre du processus conduisant à l'atteinte des OMD santé dont certains sont interdépendants et sont conditionnés par d'autres objectifs non sanitaires comme l'accès à l'eau et à l'énergie, l'assainissement etc.

Mais au-delà, nos réflexions doivent porter sur le développement après 2015 qui ne pourra occulter les objectifs de la première période. Il s'agit pour nous de réfléchir sur les actions prioritaires à mener afin de garantir l'accès aux soins de qualité pour tous et améliorer l'espérance de vie de nos populations qui conditionnent le développement durable.

Tout en vous souhaitant la bienvenue à Brazzaville, j'ose croire que cette session sera mise à profit pour mieux réfléchir sur l'état de santé de notre continent.

Je souhaite pleins succès à nos travaux et vous remercie infiniment de votre aimable attention.